



Le service civique monte en grade

Par Alice Mérieux le 29.08.2021 à 16h00 Lecture 3 min. Abonnés

Avec 100 000 missions supplémentaires, le dispositif d'aide aux 16-25 ans concocté par l'exécutif se renforce en 2021 pour limiter l'impact de la crise sanitaire. Attention aux effets d'aubaine.



Jeunes du service civique en charge de la prévention contre les violences conjugales, à Calais, le 24 mars. A la mi-2021, 57 % de l'objectif présidentiel sur le service civique était atteint.

M. Demeure/PhotoPQR/Voix du Nord/MaxPPP

Branle-bas de combat, ce 14 juillet 2020, à l'Agence du service civique. Le président vient d'annoncer 100 000 nouvelles missions de service civique, un quasi-doublé (voir graphique). C'est l'une des facettes du plan « 1 jeune, 1 solution » de l'exécutif pour tenter de sauver une jeunesse « sacrifiée » par la crise sanitaire. Pour financer ces nouvelles opportunités, l'Etat débloquera près de 900 millions d'euros en 2021. Ces missions auprès des ministères, associations ou collectivités, ouvertes aux 16-25 ans, donnent droit à une indemnité de 580 à 680 euros par mois. Une aubaine pour les nombreux jeunes sans ressources, le RSA étant réservé aux plus de 25 ans. Ministère et communes

Reste que 100 000 missions nouvelles, « c'est vertigineux », admet Béatrice Angrand, la présidente de l'agence. Elle a pu recruter 15 personnes, portant ses effectifs à 125, et s'est réorganisée, en professionnalisant la formation des tuteurs. Mais « la marche est particulièrement haute, a indiqué un rapport du Sénat fin 2020. La mobilisation de tous est donc primordiale pour réussir ». La secrétaire d'Etat à la Jeunesse, Sarah El Haïry, doit alors solliciter tous les ministères.

L'Education nationale, premier utilisateur du dispositif, répond aussitôt à l'appel, en ouvrant 10 000 missions. Le secteur de « la solidarité

avec les personnes âgées » en ajoute 10 000. Encore 5 000 pour les JO de 2024, 2 000 estampillées « citoyenneté européenne » et 1 000 « ambassadeurs de l'accessibilité »... Les collectivités locales, qui ne pesaient que 6 % des missions, deviennent un axe très



fort (+ 54 % en six mois). « Le service civique, tout le monde trouve ça très bien, jusqu'au moment où il faut faire la paperasse, trouver un tuteur... », explique Bénédicte Thiébaut, qui préside la communauté de communes, très rurale, du Grand Roye (Somme). L'Agence propose de couvrir les frais d'un poste de coordinateur, « grâce auquel nous allons recruter dix services civiques cette année ».

Dispositif sous surveillance

Et les efforts paient : à mi-parcours, 57 % de l'objectif présidentiel est atteint. « Un soulagement, sourit Béatrice Angrand. Mais on doit rester vigilant à ne pas dévoyer le dispositif. » Car « la difficulté n'est pas tant de trouver la quantité, mais la qualité », témoigne Christophe Paris, qui dirige l'Association de la Fondation étudiante dans la ville (Afev), qui vise les 2 000 volontaires à la rentrée. La Cour des comptes le soulignait dès 2018 : « La tentation est grande de recourir à ces jeunes dont le coût est faible, voire nul, en lieu et place d'un salarié ou d'un bénévole. » Elle déplorait ces « volontaires placés au contact du public dans les préfectures et recevant des étrangers, des volontaires à Pôle emploi chargés de tâches normalement réservées aux agents ».

Un risque à nouveau dénoncé dans l'émission Cash Investigation diffusée sur France 2 en décembre 2020. « Nous avons renforcé les contrôles », assure l'Agence. Et les gros pourvoyeurs veillent aussi. Comme Thomas Rogé, qui s'occupe des 450 volontaires de la Ville de Paris : « Nous avons chargé des jeunes de la médiation dans nos centres de vaccination. Dès qu'on a commencé à les remplacer par des vacataires, on a interrompu toutes les missions. » Preuve que la frontière entre un service civique et un emploi est mince...

Newsletter Challenges

Votre inscription a bien été prise en compte

